

2075
07

DAKAR

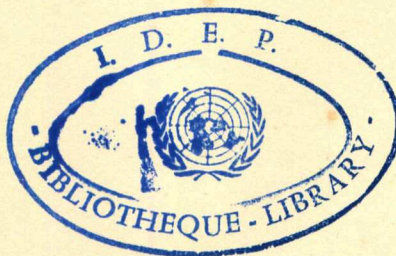
TAN/12

30 NOV. 1971

LE MODELE THEORIQUE DE L'ACCUMULATION
ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL
DU MONDE CONTEMPORAIN (1)

par

Samir Amin,
Directeur de l'Institut Africain
de Développement Economique et
de Planification (IDEF),
DAKAR
Sénégal



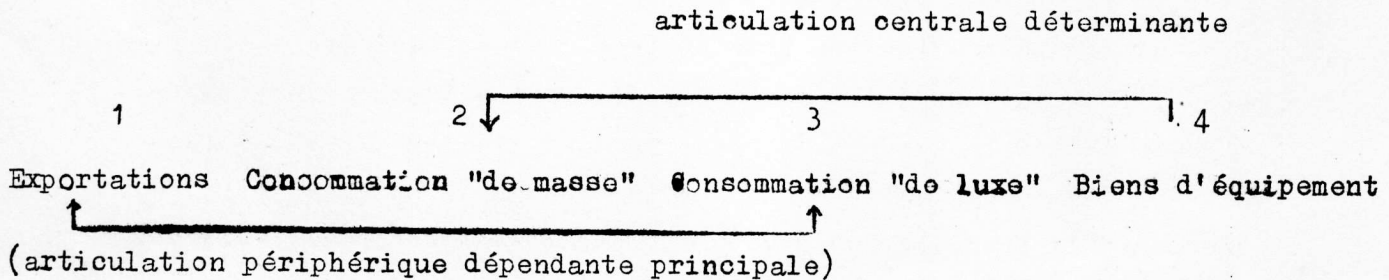
(1) Document de travail interne préparé à
l'intention d'une réunion privée organisée
par l'Institut. A ne pas diffuser à l'extérieur.

NOVEMBRE 1971

LE MODELE THEORIQUE DE L'ACCUMULATION ET DU DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET SOCIAL DU MONDE CONTEMPORAIN

L'objet de cette étude est de montrer qu'il existe une différence fondamentale entre le modèle de l'accumulation du capital et du développement économique et social qui caractérise un système autocentré et celui qui caractérise un système périphérique. Cette différence - que nous considérons comme absolument fondamentale - dégagée, c'est dans ce cadre théorique général que nous tenterons de remplacer les questions de structure sociale ainsi que différents aspects essentiels des problèmes du monde contemporain, tant sociaux (notamment celui du chômage, du sous-emploi et de la marginalité) qu'idéologiques et politiques (notamment les problèmes de la conscience sociale, de la conscience de classe, les problèmes de la planification, de la mobilisation des ressources et des hommes, les problèmes de l'éducation et de son rôle social, etc).

Le schéma ci-dessous "résume" abstraitement la différence qui sépare - de ce point de vue - un système autocentré d'un système périphérique.



Le système économique est partagé en 4 secteurs qui peuvent être examinés tant sous l'angle de la production que sous celui de la distribution de la population active qui se livre aux activités de production décrites.

L'articulation déterminante dans un système autocentré.

L'articulation déterminante dans un système autocentré est celle qui relie le secteur 2 (la production de biens de consommation "de masse") au secteur 4 (la production de biens d'équipement destinés à permettre la production de 2). Cette articulation déterminante a effectivement caractérisé le développement historique du capitalisme au centre du système (en Europe, en Amérique du Nord et au Japon). Elle définit donc abstraitement le mode de production capitaliste "pur" et a été analysée, comme telle, dans le Capital. On pourrait montrer que le procès du développement de l'URSS comme celui de la Chine est également fondé sur cette articulation déterminante, bien que les modalités de ce procès soient, en ce qui concerne la Chine, originales.

Marx montre en effet que dans le mode de production capitaliste, il existe une relation objective (c'est-à-dire nécessaire) entre le taux de la plus-value et le niveau de développement des forces productives. Le taux de la plus-value détermine pour l'essentiel la structure de la distribution sociale du revenu national (son partage entre les salaires et la plus-value qui prend la forme profit), et partant celle de la demande (les salaires constituent l'essentiel de la demande de biens de consommation de masse, les profits sont en totalité ou en partie "épargnés" en vue d'être "investis"). Le niveau de développement des forces productives s'exprime dans la division sociale du travail : l'affectation de la force de travail, dans des proportions convenables, aux sections 2 et 4 (les sections 2 et 1 du modèle de la reproduction chez Marx). Cette relation objective, pourtant fondamentale dans le Capital, a été souvent "oubliée", notamment dans le débat sur la baisse tendancielle du taux du profit. L'argument, avancé souvent, que l'augmentation de la composition organique du capital peut être compensée

par celle du taux de la plus-value, perd toute consistance dès lors que l'on comprend que la contradiction entre la capacité de produire du système et sa capacité de consommer - immanente au mode de production capitaliste - est sans cesse surmontée et que c'est ainsi que s'exprime le caractère objectif de la relation taux de la plus-value- niveau de développement des forces productives. Comme nous l'avons souligné à maintes reprises, ce modèle théorique de l'accumulation est infiniment plus riche que tous les modèles empiristes élaborés par la suite : 1) parce qu'il dévoile l'origine du profit (ce qui exige une théorie préalable de la valeur) et ôte à la rationalité économique toute qualité absolue, la ramenant à son statut réel de rationalité dans un système et non de rationalité indépendante du système, comme l'a magistralement redécouvert Piero Straffa^{2/}, 2) parce qu'il démontre ainsi que les choix économiques dans ce système sont nécessairement sub-optimaux, dévoilant le caractère idéologique - non scientifique - des constructions marginalistes de "l'équilibre général", et 3) parce qu'il démontre que le "salaire réel" ne peut être "n'importe quoi" et qu'ainsi il donne aux rapports de force sociaux un statut objectif.

La relation objective en question s'exprime dans les fluctuations conjoncturelles de l'activité et du chômage. Une augmentation du taux de la plus-value au-delà de son niveau objectivement nécessaire conduit à une crise, par suite de l'insuffisance de la demande solvable. Une réduction de ce taux ralentit la croissance économique et crée ainsi les conditions d'un marché de travail favorable au capital. Comme nous l'avons montré, le schéma de cet ajustement - qui correspond effectivement à l'histoire de l'accumulation de la révolution industrielle à la crise de 1930 (une histoire marquée par le cycle économique) - est plus complexe du fait de l'influence de l'effet second des variations du salaire sur le choix des

techniques, traduisant par là même le caractère suboptimal du système économique. Plein-emploi tendanciel (lequel n'exclut pas, mais implique au contraire une marge de chômage permanent faible) et fluctuations conjoncturelles amples du chômage traduisent le fonctionnement de ce système. Les transformations internes du capitalisme contemporain ont enlevé sa fonctionnalité à ce mécanisme d'ajustement. La monopolisation du capital d'une part, l'organisation des travailleurs à l'échelle nationale d'autre part rendent possible une "planification" qui aurait pour objectif de réduire les fluctuations conjoncturelles. Si la classe ouvrière accepte de se situer dans ce cadre, celui du système, c'est-à-dire concrètement si, sous la houlette de l'Etat, capital et travail acceptent un "contrat social" qui lie la croissance du salaire réel à celle de la productivité (dans des proportions données calculées par les "technocrates"), un état de quasi plein emploi stable peut être garanti. A cela près, évidemment, que des secteurs de la société peuvent, en refusant le "contrat", déterminer des troubles : il en est ainsi notamment des petites et moyennes entreprises qui feront les frais de la concentration et qui peuvent - notamment dans des structures relativement arriérées - disposer d'un pouvoir politique de chantage plus ou moins important. A cela près également que les relations extérieures échappent à ce type de planification. Or la contradiction grandit entre le caractère mondial de la production - qui se manifeste par le poids grandissant des sociétés multinationales - et le caractère toujours national des institutions tant du capital que du travail. L'idéologie sociale-démocrate, qui s'exprime dans ce type de contrat social, trouve sa limite aux frontières de l'Etat national.

Si schématique que soit ce modèle - il l'est bien évidemment étant une abstraction de la réalité - il n'en traduit pas moins l'essence du système. Dans ce modèle, on fait abstraction des relations extérieures, ce qui signifie non pas que le développement du capitalisme se soit opéré dans un cadre national autarcique, mais que les relations essentielles dans le système peuvent être saisies en faisant abstraction de ces relations. D'ailleurs, les relations extérieures de l'ensemble constitué par les régions développées avec la périphérie du système mondial restent quantitativement marginales par rapport aux flux internes du centre. De surcroît ces relations, comme nous l'avons montré, relèvent de l'accumulation primitive et non de la reproduction élargie ; et c'est pourquoi on peut en faire valablement abstraction. Le caractère historiquement relatif de la distinction entre les biens de consommation de masse et ceux de luxe apparaît également ici très clairement. Au sens strict du terme, doivent être considérés comme des produits "de luxe" dans cette terminologie ceux dont la demande provient de la fraction consommée du profit. La demande qui procède des salaires s'élargit avec la croissance économique - le progrès des forces productives. Si aux débuts de l'histoire du capitalisme, cette demande s'adresse presque exclusivement à des consommations essentielles - alimentation, textile et logement - elle porte de plus en plus largement aujourd'hui, à un stade plus avancé du développement, sur des produits de consommation durable (automobiles, appareils électroménagers, etc.). Cependant, cette succession historique du type des produits "de masse" a une importance décisive pour l'intelligence du problème qui nous préoccupe. La structure de la demande aux débuts du système favorise la révolution agricole, en offrant un débouché aux produits alimentaires pour le marché intérieur (historiquement, cette transformation de l'agriculture a pris la forme du capitalisme agraire). On connaît

par ailleurs le rôle historique de l'industrie textile et de l'urbanisation (d'où l'adage "quand le bâtiment va, tout va") dans le procès de l'accumulation. Par contre, les produits de consommation durables - dont la production est hautement consommatrice de capitaux et de main-d'oeuvre qualifiée - apparaissent tardivement lorsque la productivité dans l'agriculture et les industries de production de biens non durables a déjà franchi des étapes décisives.

L'articulation principale dans le modèle périphérique.

Le modèle de l'accumulation et du développement économique et social à la périphérie du système mondial n'a rigoureusement rien à voir avec celui dont nous avons dégagé l'essence ci-dessus ;

A l'origine se trouve la création - sous l'impulsion du centre - d'un secteur exportateur qui va jouer le rôle déterminant dans la création et le façonnement du marché. On n'avancera pas beaucoup en répétant à satiété cette platitude que les produits exportés par la périphérie sont des produits primaires minéraux ou agricoles, bien évidemment des produits pour lesquels telle ou telle région de la périphérie dispose de quelque avantage naturel (minerai abondant ou produits tropicaux). La raison ultime qui rend possible la création de ce secteur exportateur doit être recherchée en direction d'une réponse à la question relative aux conditions qui en rendent l'établissement "rentable". Le capital central national n'est nullement contraint d'émigrer par suite d'une insuffisance de débouchés possibles au centre ; mais il émigrera vers la périphérie s'il peut y obtenir une rémunération meilleure. La péréquation du taux du profit redistribuera les bénéfices de cette rémunération meilleure et fera apparaître l'exportation des capitaux comme un moyen de combattre la baisse tendancielle du taux du profit.

Obtenir à la périphérie des produits qui constituent des éléments constitutifs du capital constant (matières premières) ou du capital variable (produits alimentaires) à des prix de production inférieurs à ceux qui caractérisaient la production au centre de produits analogues (ou de substituts évidemment quand il s'agit de produits spécifiques comme le café ou le thé), telle est la raison de la création de ce secteur exportateur.

C'est donc ici que s'insère la théorie nécessaire de l'échange inégal. Les produits exportés par la périphérie sont intéressants dans la mesure où - toutes choses égales par ailleurs et ici cette expression signifie à égalité de productivité - la rémunération du travail peut être inférieure à ce qu'elle est au centre. Et elle peut l'être dans la mesure où la société sera soumise par tous les moyens - économiques et extra économiques - à cette nouvelle fonction : fournir de la main-d'oeuvre bon marché au secteur exportateur.

Ce n'est pas ici le lieu de développer l'histoire de ce façonnement de la périphérie aux exigences du centre. Nous l'avons fait ailleurs en distinguant les étapes du développement du capitalisme (étape mercantiliste, étape du capitalisme industriel concurrentiel sans exportation de capitaux et étapes du capitalisme financier des monopoles avec exportation des capitaux) d'une part et les différentes régions du "tiers-monde" intégré (L'Amérique, l'Afrique noire, l'Asie et l'Orient) d'autre part. Disons seulement que dès lors que la société - devenue en ce sens dépendante - est soumise à cette nouvelle fonction, elle perd son caractère "traditionnel" car ce n'est évidemment pas la fonction des sociétés traditionnelles véritables (c'est-à-dire pré-capitalistes) que de fournir de la main-d'oeuvre à bon marché au capitalisme ! Tous les problèmes de la transformation

des sociétés dites traditionnelles doivent être repensées dans ce cadre, sans référence au "dualisme", c'est-à-dire à la prétendue juxtaposition d'une société "traditionnelle" autonome et d'une société "moderne" en extension.

Car si dans ce modèle et à ce stade il n'y a véritablement aucune articulation entre le secteur exportateur et le "reste de l'économie", il y a soumission de la société à l'exigence principale de fournir une main-d'oeuvre bon marché au secteur exportateur. L'articulation principale qui caractérise le procès de l'accumulation au centre - qui se traduit par l'existence d'une relation objective entre la rémunération du travail et le niveau de développement des forces productives - disparaît complètement. La rémunération du travail dans le secteur exportateur sera ici aussi basse que les conditions économiques, sociales et politiques le permettent. Quant au niveau de développement des forces productives, il sera ici hétérogène (alors que dans le modèle autocentré il était homogène), avancé (et parfois très avancé) dans le secteur exportateur, arriéré dans le "reste de l'économie", cette arriération - maintenue par le système - étant la condition qui permet au secteur exportateur de bénéficier d'une main-d'oeuvre bon marché.

Dans ces conditions, le marché intérieur engendré par le développement du secteur exportateur sera limité et biaisé. Le caractère étroit du marché interne explique ce fait que la périphérie n'attire qu'un volume limité de capitaux en provenance du centre, bien qu'elle leur offre une rémunération meilleure. La contradiction entre la capacité de consommer et celle de produire est surmontée à l'échelle du système mondial dans son ensemble (centre et périphérie) par l'élargissement du marché au centre, la périphérie - méritant pleinement son nom - ne remplissant qu'une fonction marginale, subalterne et limitée. Cette dynamique conduit à une polarisation grandissante de la richesse au bénéfice du centre.

Néanmoins, à partir d'un certain niveau d'extension du secteur exportateur, un marché intérieur apparaît. Par rapport au marché engendré dans le procès central, celui-ci est biaisé en défaveur (relative) de la demande de biens de consommation "de masse", et **un** faveur (relative) de celle "de luxe". **Si tout** le capital investi dans le secteur exportateur était étranger, et si tous les profits de ce capital étaient réexportés vers le centre, le marché interne se limiterait en fait à une demande biens de consommation de masse d'autant plus limitée que la rémunération du travail est faible. **Mais** en fait **une partie** de ce capital est local. Par ailleurs, les méthodes mises en oeuvre pour s'assurer une rémunération faible du travail sont fondées sur le renforcement de couches sociales locales parasitaires diverses qui remplissent la fonction de courroie de transmission : latifundiaires ici, Koulaks là, bourgeoisie commerciale compradore, bureaucratie étatique, etc.. Le marché interne sera donc fondé principalement sur la demande "de luxe" de ces couches sociales.

Une articulation spécifique - qui s'exprimera par la liaison secteur exportateur/consommation "de luxe" - caractérise de ce fait le modèle périphérique dépendant de l'accumulation et du développement économique et social. L'industrialisation, par substitution d'importations, va donc commencer par "la fin", c'est-à-dire par les produits correspondants **aux** stades les plus avancés du développement du centre, les biens "durables". Comme on l'a dit, ces produits sont hautement consommateurs de capitaux et de ressources rares (main-d'oeuvre qualifiée, etc...). Il en résultera une distorsion essentielle dans le processus d'allocation des ressources en faveur de ces produits, au détriment de ceux du secteur "2". Ce secteur sera systématiquement défavorisé : il ne suscitera aucune "demande" **pour** ses produits et n'attirera aucun moyen financier et humain permettant sa modernisation. Ainsi

s'explique-t-on la stagnation de "l'agriculture de subsistance" dont les produits potentiels sont peu demandés et qui ne bénéficie d'aucun moyen de transformation sérieux dans l'allocation des ressources rares. Tout choix de "stratégie de développement" fondé sur la "rentabilité", les structures de la distribution du revenu, les structures de prix relatifs et celles de la demande étant ce qu'elles sont, conduit nécessairement à cette distorsion systématique. Les quelques "industries" installées de cette manière et dans ce cadre ne deviendront pas des pôles de développement, mais au contraire accentuent l'inégalité à l'intérieur du système, appauvrissant la masse de la population (qui se situe, en tant que "producteurs", dans le secteur 2), permettant par contre une intégration plus poussée de la minorité dans le système mondial.

Vu sous l'angle "social", ce modèle va conduire à un phénomène spécifique : la marginalisation des masses. Nous entendons par là un ensemble de mécanismes d'appauvrissement des masses dont les formes sont d'ailleurs hétérogènes : prolétarianisation des petits producteurs agricoles et artisanaux, semi-prolétarianisation rurale et appauvrissement sans prolétarianisation des paysans organisés en communautés villageoises, urbanisation et accroissement massif du chômage urbain ouvert et du sous-emploi, etc...Le chômage prendra donc ici des formes très différentes de celles qu'il a revêtues dans le modèle central de développement, le sous-emploi en général aura tendance à croître au lieu d'être relativement limité et stable, aux fluctuations conjoncturelles près. La fonction du chômage et du sous-emploi est donc ici différente de celle qu'elle remplit dans le modèle central : le poids du chômage assure une rémunération du travail minimale relativement rigide et bloquée tant dans le secteur 1 que dans le secteur 3 ; le salaire n'apparaît pas à la fois comme

coût et comme revenu créateur d'une demande essentielle au modèle, mais au contraire seulement comme coût, la demande ayant son origine ailleurs : à l'extérieur ou dans le revenu des catégories sociales privilégiées.

L'origine "extravertie" du développement qui se perpétue malgré la diversification croissante de l'économie, son industrialisation, etc., n'est pas le péché original, un deus ex machina extérieur au modèle de l'accumulation périphérique dépendante. Car ce modèle est un modèle de reproduction de ses conditions sociales et économiques de fonctionnement. La marginalisation des masses est la condition même qui permet l'intégration de la minorité dans le système mondial, la garantie d'un revenu croissant pour cette minorité, qui conditionne l'adoption par celle-ci de modèles de consommation "européens". Cette extension de ce modèle de consommation garantit la "rentabilité" du secteur 3, affirme l'intégration sociale, culturelle, idéologique et politique des classes privilégiées.

A ce stade de diversification et d'approfondissement du sous-développement apparaissent donc des mécanismes nouveaux de la domination/dépendance. Des mécanismes culturels et politiques. Mais aussi des mécanismes économiques : la dépendance technologique et la domination des firmes transnationales. Le secteur 3 en effet appelle des investissements capital-intensifs que seules les grandes firmes oligopolistiques transnationales peuvent mettre en œuvre et qui sont le support matériel de la dépendance technologique.

Mais à ce stade également apparaissent des formes plus complexes de la structure de la propriété et de la gestion économique. L'expérience historique montre qu'une participation du capital local privé - fût-elle subalterne - au processus d'in-

dustrialisation par substitution d'importations, est fréquente. Elle montre aussi que - au moins dans les grands pays - un marché suffisant créé par le développement des secteurs 1 et 3 peut rendre possible la création d'un secteur 4. Celui-ci est fréquemment impulsé par l'Etat. Le développement d'une industrie de base et d'un secteur public ne signifie néanmoins nullement que le système évolue vers une forme autocentrée achevée. Car ce secteur 4 ici est au service non du développement du secteur 2, mais à celui des secteurs 1 et 3.

L'analyse rappelle donc la question fondamentale : développement pour qui ? Dans la mesure où l'on considère que le développement n'a de sens que s'il intègre les masses et leur bénéficie, le modèle de l'accumulation périphérique dépendante est une voie sans issue. Une stratégie de développement pour les masses doit prendre pour base de départ une révision fondamentale des priorités dans l'allocation des ressources, qui suppose le rejet des règles de la rentabilité dans le système. La signification d'une stratégie de la transition est située toute entière ici. La transition n'est rien d'autre que la période historique de révision du modèle, de renversement de ses priorités, de passage graduel de l'articulation 1-3-4 à l'articulation 2-4. Elle doit être appréciée de ce point de vue et non simplement de celui des "formes" de l'économie : diversification industrielle versus monoproduction d'exportation, propriété publique versus capital étranger, etc...

N O T E S
=====

- (1) Ce modèle n'est pas autre chose qu'un bref résumé de notre travail publié sous le titre de l'Accumulation à l'échelle mondiale (IFAN-Anthropos, Paris 1970). Le lecteur pourra se reporter, pour plus de détails, à cet ouvrage. Ce travail retrouve les résultats d'un grand nombre de chercheurs des sciences sociales, notamment de l'école latino-américaine. Ce n'est pas ici le lieu de faire la part de l'apport de chacun (on peut se rapporter pour cela à notre ouvrage cité). Nous ne pouvons toutefois passer sous silence l'analyse magistrale de la marginalité due à Anibal Quijano (Redefinicion de la dependencia y marginalizacion en America latino ; Centre de Estudios Socio Economicos, Universidad de Chile, CESO, Santiago, 1970, document ronéoté).
- (2) in Production of Commodities by means of Commodities, Camb. Univ. Press, 1970.